MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES AGRICOLES
Brésil

Une publication du SER de Brasilia
Octobre 2026

Focus : élections présidentielles

Réactions des dirigeants du secteur agricole à la réélection du président Lula

La réélection du président Luiz Inácio Lula da Silva a été considérée par les représentants de l'agriculture familiale comme la garantie de la poursuite des politiques publiques en faveur de ce secteur, relancées sous ce mandat après une interruption pendant les quatre années du gouvernement de Jair Bolsonaro (PL), ainsi que de la représentativité de ce secteur au sein du gouvernement, grâce au maintien du ministère du Développement agraire (MDA).
En revanche, sous couvert d'anonymat, des dirigeants de l'agro-négoce, secteur qui a massivement soutenu Flávio Bolsonaro lors du scrutin, ont fait part de leur frustration. Ils ont réitéré leurs critiques à l'égard de la politique budgétaire du président du Parti des Travailleurs (PT) et ont mis en garde contre les risques pour l'économie liés à la poursuite d'une « dépense effrénée » publique. Selon eux, cette situation contribue au maintien de taux d'intérêt élevés et a des répercussions sur les activités agricoles.
Les petits, moyens et grands producteurs sont toutefois tous d'accord sur le fait que le président Lula devra relever des défis immédiats et à long terme. L'un des enjeux urgents concerne le coût des intrants agricoles, tels que le gazole, si les subventions ne sont pas prolongées au-delà de 2026. Le secteur souhaite également qu'une solution soit trouvée au problème de l'endettement rural. (Article ici).

Les divergences entre le gouvernement fédéral et le groupe parlementaire ruraliste devraient persister, selon les analystes

La réélection du président Luiz Inácio Lula da Silva devrait prolonger les divergences politiques entre le gouvernement fédéral et une partie importante du secteur agroalimentaire, qui a largement soutenu le candidat battu, Flávio Bolsonaro, selon les analystes. Au Congrès national, le groupe parlementaire ruraliste parle de surveiller les actions du Planalto et de faire pression sur l'exécutif pour obtenir les améliorations souhaitées par les électeurs des zones rurales et de la droite.
Au lendemain des élections, les dirigeants ont commencé à travailler pour définir la ligne de conduite du secteur. L'analyse est la suivante : malgré les divergences, le secteur agroalimentaire doit sortir de la défensive et se montrer plus proactif au cours du prochain mandat.
La force du groupe ruraliste et sa capacité à influencer les votes et à imposer des coûts politiques au gouvernement obligeront Lula à dialoguer et à négocier davantage avec le Congrès, où les intérêts du secteur agricole restent bien représentés. Premier groupe thématique du pouvoir législatif, avec 349 membres à la Chambre des députés et au Sénat, le Front parlementaire de

l'agriculture et de l'élevage (FPA) devrait en effet s'agrandir d'ici 2027. (Article ici).

Dix défis que le prochain gouvernement devra relever dans le secteur

Le Brésil figure parmi les principaux producteurs mondiaux des produits agricoles les plus consommés au monde, tels que le soja, le café, le jus d'orange, le sucre, la viande bovine et la viande de poulet. L'importance de l'agriculture brésilienne se manifeste non seulement au sein du pays, mais également dans les différents pays importateurs de ces produits. Malgré son ampleur et son importance internationale, le secteur est confronté à une série de défis qui exigent des réponses de la part du prochain gouvernement :

1 – **Endettement** : le taux de défaut de paiement dans le portefeuille agro-industriel de la Banque du Brésil a atteint 6,27 % à la fin du premier semestre 2026. Cette situation rend nécessaire une solution efficace pour réduire le niveau d'endettement, aggravé par les problèmes climatiques, la hausse des coûts, le renchérissement du crédit et la perte de rentabilité de certaines matières premières.

2 – **Crédit** : le défi consiste à réduire les taux d'intérêt afin d'alléger le poids du crédit sur les comptes du secteur, celui-ci étant fortement dépendant des financements pour chaque campagne agricole. Des taux à deux chiffres, auxquels s'ajoutent les frais de notaire, rendent le crédit onéreux. La solution passe par la réduction des dettes et des risques associés au secteur, ainsi que par un équilibre entre le Plano Safra et les modalités de financement privé.

3 - **Assurance rurale** : à l'heure du changement climatique, la réglementation du nouveau cadre juridique de l'assurance est l'une des priorités, tout comme la garantie d'un budget pour le Programme de subvention de la prime d'assurance rurale (PSR) et la mise en place du Fonds de catastrophe afin d'étendre la superficie assurée avec une subvention du gouvernement, qui s'élève actuellement à environ 3 %.

4 - **Commerce international** : offrir des alternatives au secteur face aux turbulences du marché extérieur, marquées par l'imposition de droits de douane, de quotas et d'embargos, figure parmi les priorités.

5 - **Politique environnementale** : préserver le patrimoine environnemental des zones rurales et trouver des moyens de le valoriser et de le monétiser constitue un défi face à la pression en faveur de nouveaux déboisements et de l'extension des surfaces exploitées. À cet égard, la crainte porte sur des modifications plus profondes du Code forestier qui, outre le fait qu'elles autoriseraient la destruction de la végétation native, auraient un impact sur l'image du pays et du secteur.

6 – **Traçabilité** : les marchés exigent de plus en plus la traçabilité des produits, notamment l'UE. En décembre 2026, la loi anti-déforestation de l'UE entrera en vigueur ; elle exigera du Brésil qu'il prouve que le soja, le café, le cacao, le caoutchouc naturel, le bois, la viande bovine et l'huile de palme exportés vers l'UE ne proviennent pas de zones déboisées après 2021.Dans le cas de la viande bovine, il faudra mettre pleinement en œuvre le Plan national d'identification individuelle des bovins et des buffles (PNIB) d'ici 2032 et progresser en matière de surveillance environnementale.

7 – **Engrais** : la dépendance vis-à-vis des importations d'engrais reste l'une des principales faiblesses du Brésil, qui se trouve ainsi davantage exposé aux fluctuations de prix et aux pénuries générées par des guerres et des conflits dans les régions productrices. La mise en œuvre du programme Profert et la dynamisation du Plan national pour les engrais afin de réduire le déficit intérieur devront se poursuivre.

8 – **Logistique** : le manque d'infrastructures pour stocker la production et les goulets d'étranglement dans le transport comptent parmi les défis logistiques de l'agroalimentaire brésilien. Disposant d'une capacité insuffisante pour stocker la récolte, de nombreux producteurs sont contraints de vendre leurs céréales dès la fin de la récolte, lorsque l'offre est la plus importante, ce qui réduit leur marge de manœuvre pour choisir le meilleur moment de commercialisation.

9 - **Bio-intrants** : le marché des bio-intrants a atteint 6,2 Mds BRL (1,1 Mrd EUR) en valeur marchande en 2025, soit une croissance de 15 % par rapport à l'année précédente. Cependant, le retard pris dans la mise en œuvre de la loi sur les bio-intrants (loi n°15.070/2024) a engendré une insécurité juridique dans le secteur. Certaines entreprises envisagent de réduire leurs investissements dans ce domaine, et l'Association brésilienne des bio-intrants (Abbins) a annoncé en octobre la cessation de ses activités.

10 - **Création de valeur ajoutée** : l'accord entre le Mercosur et l'UE met également en avant le défi consistant à diversifier les exportations du secteur agroalimentaire brésilien et à réduire la concentration sur les produits vendus comme matières premières. Le rapprochement entre les deux blocs pourrait favoriser cette évolution en ouvrant des perspectives pour que le Brésil développe des produits agricoles à plus forte valeur ajoutée, avec davantage de diversification, de transformation et d'appellations d'origine. (Article ici).

Commerce

Accord UE-Mercosul : les exportations brésiliennes de produits bénéficiant du traité progressent de 21 %

Les exportations brésiliennes de produits bénéficiant de l'accord entre le Mercosul et l'UE ont augmenté de 21 % au cours des cinq premiers mois d'application provisoire du traité, de mai à septembre 2026, par rapport à la même période de 2025. Ces données ont été publiées jeudi 29 octobre par le gouvernement. Parmi les produits dont les droits de douane ont été réduits ou supprimés, les exportations d'avocats frais ont bondi de 421 %, celles de miel de 367 %, celles d'huile de maïs de 266 % et celles d'éthanol de 95%. Les résultats présentés par le gouvernement portent sur les produits agricoles et industriels bénéficiant des nouvelles conditions commerciales. La hausse de 21 % concerne donc cet ensemble de ces marchandises, et non la totalité des exportations brésiliennes vers l'UE. (Article ici).

Le Mercosul pourrait se tourner vers un accord avec la Chine face aux droits de douane américains

L'accord UE-Mercosul ayant été signé, le bloc sud-américain peut désormais commencer à envisager un prochain partenariat commercial majeur en termes de volume : avec la Chine. Pour les dirigeants d'entreprises présents dans la région ou qui y ont des intérêts, la perspective d'un accord formel, même à un stade préliminaire, ouvre des possibilités de repositionnement concurrentiel aux exportateurs brésiliens, notamment dans l'agro-industrie, face à l'escalade tarifaire américaine. Le sujet a pris de l'ampleur après un échange entre Lula et Xi Jinping fin juillet. Selon la présidence brésilienne, les deux dirigeants ont évoqué la nécessité d'accélérer le lancement des négociations entre le Mercosur et la Chine et sont convenus d'avancer avec les « flexibilités nécessaires ». Cet échange est intervenu peu après l'entrée en vigueur de droits de douane américains supplémentaires de 25 % sur environ 3 000 produits brésiliens. Cette décision s'appuie sur une enquête menée par le Bureau du représentant américain au commerce (USTR), au titre de la section 301, sur des pratiques commerciales jugées déloyales. (Article ici).

Volailles : le Brésil élargit ses débouchés en Afrique avec le Soudan

Le Brésil poursuit l'élargissement de ses débouchés avicoles en Afrique. Selon un communiqué conjoint publié le 21 octobre par les ministères brésiliens de l'Agriculture et des Affaires étrangères, les autorités sanitaires soudanaises ont autorisé l'importation de nouveaux produits agricoles brésiliens parmi lesquels figurent les poussins d'un jour, les œufs fécondés destinés à l'incubation, les viandes, les produits carnés et les abats de volailles.
Cette autorisation s'inscrit dans une série d'ouvertures de marchés obtenues par le Brésil en Afrique en 2026 pour différents produits avicoles. En Afrique australe, la Namibie a ainsi autorisé, le 1er septembre, l'importation d'abats de poulet brésiliens, selon les autorités brésiliennes. Un peu plus tôt, en Afrique de l'Est, l'Éthiopie avait également autorisé, le 7 avril, l'importation de 17 produits brésiliens, dont la viande de volaille, certains produits carnés et abats. (Article ici).

Volailles et porc : l'industrie brésilienne nomme un négociateur pour l'UE, l'Afrique et l'Asie

Dans un communiqué du 16 octobre, l'ABPA (industries du poulet, de l'œuf et du porc) annonce avoir nommé l'ex-secrétaire du Commerce agricole Luís Rua pour diriger la « nouvelle antenne de l'association dédiée aux négociations sur des marchés stratégiques, tels que l'Union européenne, l'Afrique et l'Asie ». Luís Rua a démissionné cet été du ministère brésilien de l'Agriculture, où il occupait le poste de Secrétaire du commerce et des relations internationales. Il revient à l'ABPA après en avoir été directeur des marchés entre 2019 et 2024 ; un poste qui l'a notamment mis en relation avec les gouvernements étrangers, les autorités sanitaires et le monde des affaires. Le lobby brésilien des viandes blanches diversifie ses marchés, qu'il doit défendre « *dans un monde de plus en plus complexe et incertain* », commente-t-il dans le communiqué. La création de cette antenne pour l'UE, l'Asie et l'Afrique intervient alors que le Brésil espère bientôt reprendre ses exportations de viandes de volaille vers l'Union européenne, dont l'accès avait été bloqué début septembre faute de garanties suffisantes sur le non-usage d'antibiotique de croissance dans les productions lui étant destinées. (Article ici).

Economie

L'agriculture brésilienne croît plus rapidement que l'agriculture européenne, selon une étude

La production agricole brésilienne a enregistré une croissance annuelle moyenne de 3,3 % entre 2011 et 2023, tandis que celle de l'Union européenne n'a progressé que de 0,1 %. Ces données proviennent d'une étude réalisée par Oxford Economics pour le compte de Bayer et publiée jeudi 15 octobre. L'étude met en lumière les difficultés de compétitivité de l'agriculture européenne, liées à la hausse des coûts de production, aux risques climatiques et aux obstacles à l'adoption des technologies agricoles.
L'étude compare les performances européennes à celles des États-Unis, du Brésil, de la Chine, du Canada et de l'Inde. La production agricole américaine a progressé de 1 % par an durant la période étudiée. La Chine, le Canada et l'Inde ont enregistré des taux de croissance compris entre 2 % et 3 %. La moyenne mondiale s'est établie à 2 %. Au Royaume-Uni, l'indicateur est resté stable. (Article ici).

Après trois années de hausse, les demandes de redressement judiciaire dans le secteur agricole reculent au deuxième trimestre

Le secteur agricole brésilien a enregistré 448 demandes de redressement judiciaire au deuxième trimestre, soit une baisse de 20,7 % sur un an, selon une analyse de Serasa Experian publiée le 19 octobre. Il s'agit du premier recul observé pour un

deuxième trimestre depuis 2022. Cette évolution doit toutefois être interprétée avec prudence compte tenu de l'endettement des producteurs, souligne Marcelo Pimenta, responsable du secteur agricole chez Serasa Experian. Le Mato Grosso, premier État producteur de céréales, d'oléagineux et de bovins du pays, reste en tête avec 107 demandes, devant les Etats de Goiás (84), São Paulo (72), Minas Gerais (54) et Paraná (42). Par activité, la culture du soja concentre 70 demandes, suivie de l'élevage bovin, avec 28. (Article ici).

Le chiffre d'affaires des dix premières entreprises de l'agro-industrie brésilienne augmente de 11 % et atteint 1,240 T BRL

Les dix premières entreprises de l'agro-industrie brésilienne ont réalisé un chiffre d'affaires net cumulé de 1 240 Mds BRL en 2025, en hausse de 11 % par rapport au classement précédent. JBS, géant du secteur de la viande, arrive en tête avec 480,58 Mds BRL de chiffre d'affaires. Ce classement est issu de l'étude Agro100, publiée par le magazine *Forbes Brasil*. MBRF occupe la deuxième place, avec 163,96 Mds BRL, suivie de Cargill Alimentos, avec 115,29 Mds BRL. Ces dix entreprises représentent une part importante de l'agro-industrie brésilienne. Le chiffre d'affaires cumulé des cent premières entreprises a atteint 2 100 Mrds BRL en 2025, soit une hausse de 13,45 % par rapport à l'année précédente. (Article ici).

Les importations de machines agricoles bondissent de 144 % et fragilisent l'industrie brésilienne

La hausse des importations de machines agricoles, notamment chinoises et indiennes, met sous pression l'industrie brésilienne, qui réduit ses équipes et ferme des lignes de production. Selon l'Anfavea (association nationale des fabricants de véhicules automoteurs), à partir des données du MDIC (ministère du développement, de l'industrie et du commerce), les importations ont augmenté de 144 % entre 2021 et 2025, passant de 4 500 à plus de 11 000 unités. Sur la même période, les ventes intérieures ont reculé de 18 %, à 49 800 unités, pesant sur l'activité des usines, l'emploi et les fournisseurs. La tendance s'accentue en 2026 : de janvier à septembre, les importations ont atteint 11 200 unités (+42 % sur un an), dépassant déjà le total de 2025. Les ventes intérieures ont, quant à elles, diminué de 15,8 % de janvier à août, à environ 27 000 unités. (Article ici).

Filières

Le prix du bœuf engraissé a augmenté de 6 % en octobre et l'arroba a atteint 400 R$ (soit environ 4,45 euros/kg) à São Paulo, un niveau record qui pourrait encore être dépassé sous l'effet de la reprise des exportations vers la Chine

Le prix du bœuf engraissé a atteint un nouveau record en termes réel à São Paulo, l'indicateur Cepea/Esalq enregistrant mardi 27 octobre une moyenne de 386,30 BRL par arroba au comptant (soit environ 4,12 euros/kg), en hausse de 6 % depuis le début du mois d'octobre, selon une étude du Centre d'études avancées en économie appliquée (Cepea).
Selon Fernando Iglesias, analyste pour Safras&Mercado la reprise d'un volume plus important d'expéditions vers la Chine reste également un facteur de soutien important. « *La stratégie la plus probable consiste à produire en octobre et à expédier en novembre et décembre, afin que les cargaisons arrivent en janvier pour pouvoir utiliser le quota de 2027* ».
Dans ce scénario, l'expert souligne que si le gouvernement fédéral accède à la demande de l'Association brésilienne des industries exportatrices de viande (Abiec) visant à mettre en place un système interne de gestion du contingent, en freinant les expéditions afin que le contingent de l'année prochaine ne soit pas épuisé prématurément, les cours devraient se

stabiliser, avec des hausses ponctuelles. « *En revanche, si ce système de gestion interne n'est pas mis en place, le prix de l'arroba va exploser, car nous pourrions expédier vers la Chine jusqu'à 400 000 tonnes de viande entre novembre et décembre, ce qui ferait fortement grimper la demande* », souligne-t-il.
Pour 2027, le quota d'exportation de viande bovine vers la Chine s'élève à 1,128 million de tonnes, soit 2 % de plus que le plafond fixé pour 2026, qui était de 1,106 million de tonnes. (Articles ici et ici).

Agriculture et environnement

L'Amazonie a enregistré 693 000 hectares de déforestation en 2025, soit le taux le plus bas de la série historique, selon une nouvelle étude de MapBiomas

Le rapport publié le 14 octobre par l'organisation rassemble des cartes annuelles de la couverture végétale et de l'occupation des sols au Brésil entre 1985 et 2025. Sur la superficie totale déboisée l'année dernière, 639 000 hectares (92 %) correspondaient à de la végétation primaire (végétation native), tandis que 54 000 hectares étaient constitués de végétation secondaire (ayant déjà subi une modification due à l'activité humaine).
Malgré le taux annuel le plus bas de la série, l'analyse montre que le biome a perdu 54,7 millions d'hectares de végétation indigène entre 1985 et 2025. Au cours de la même période, la superficie consacrée à l'agriculture et à l'élevage a augmenté de 440 %, et la superficie cumulée de conversion de la végétation à des usages humains a progressé de 492 %, atteignant 74,6 millions d'hectares. Selon les experts de MapBiomas, l'expansion des activités agricoles et d'élevage est particulièrement marquée dans les zones proches des routes et aux limites des territoires protégés : dans les territoires situés à moins de cinq kilomètres des voies identifiées par l'étude, l'agriculture et l'élevage occupent 40,2 % de la superficie, soit 63 millions d'hectares, alors que la part de cette activité diminue à mesure que la distance par rapport aux routes augmente. Dans un rayon de 20 kilomètres, l'agriculture et l'élevage représentent 26,7 % de la superficie. La végétation indigène représente quant à elle 56,7 % du territoire situé dans un rayon de cinq kilomètres autour des voies de circulation, et 69,3 % dans un rayon de 20 kilomètres.
« *L'extension du réseau routier ne se limite pas à l'ouverture de nouvelles voies de circulation. Elle élargit également l'accès à des zones auparavant plus isolées et peut faciliter l'implantation de différentes activités et formes d'occupation du territoire*. » (Article ici).

Les effets d'El Niño sur les prix alimentaires devraient alimenter l'inflation jusqu'à la fin de l'année, selon la FGV

Les effets d'El Niño sur les prix alimentaires pourraient accentuer l'inflation au Brésil jusqu'à la fin de l'année, selon André Braz, coordinateur des indices de prix à l'Institut brésilien d'économie de la Fondation Getulio Vargas (FGV Ibre). La première estimation de l'Indice général des prix du marché (IGP-M), publiée vendredi 9 octobre, fait état d'une hausse de 0,58 % en octobre, contre 0,93 % en septembre. Parmi ses trois composantes, l'Indice des prix à la production (IPA), qui représente 60 % de l'indice global, a augmenté de 0,67 %, après une hausse de 1,26 % lors de la première estimation du mois précédent. (Article ici).

Les Pays-Bas annoncent une contribution de 500 M USD au Fonds pour les forêts tropicales

Les Pays-Bas ont annoncé une contribution de 500 M USD au Fonds pour les forêts tropicales pour toujours (TFFF, selon son sigle anglais), créé par le Brésil pour financer des actions de protection des forêts à travers le monde. Au total, le fonds réunit déjà 7,8 Mrds USD d'investissements. Cet engagement a été annoncé le 26 octobre,

par les autorités néerlandaises lors de la COP17 sur la biodiversité, en Arménie. Il devrait être officialisé lors de la COP31, qui se tiendra en novembre en Turquie. Dans un communiqué, le ministre de l'Environnement du Brésil, João Paulo Capobianco, a salué cette adhésion comme un « vote de confiance » envers l'initiative proposée par le Brésil. (Article ici).

Actualités sanitaires et phytosanitaires

L'Union européenne pourrait autoriser la reprise des importations de volaille et de miel brésiliens après leur suspension

La Commission européenne a indiqué le 21 octobre qu'elle entendait proposer la reprise des importations de viande de volaille et de miel en provenance du Brésil, selon l'agence Reuters. Cette mesure doit encore être soumise au vote des États membres lors d'une prochaine réunion du comité compétent (Scopaf). Dans un communiqué publié mercredi, la Commission a annoncé avoir présenté les résultats d'un audit réalisé au Brésil sur la production de viande de volaille et de miel. Selon elle, les conclusions sont positives. Au cours de la réunion, les États membres ont également soulevé des questions concernant la portée de la proposition, les mécanismes permettant de séparer les produits destinés à différents marchés et les contrôles des prescriptions vétérinaires. Ces points ont été discutés, a précisé la Commission. (Article ici).

Le MDIC estime que l'interdiction des importations de viande de bœuf brésilienne par l'UE est temporaire…

Le ministre du développement, de l'industrie et du commerce, Márcio Elias Rosa, a déclaré ce jeudi 8 octobre que l'interdiction des importations de viande brésilienne par l'Union européenne constituait un recul temporaire qui ne devrait pas perdurer. Il s'est exprimé devant des journalistes avant l'événement *Conexões Produtivas*, au siège de la Fédération des industries de l'État de Rio de Janeiro (Firjan). Le ministre a souligné que cette interdiction était antérieure à la signature de l'accord de libre-échange UE-Mercosur, entré en vigueur en septembre, et qu'elle n'était pas directement liée à cet accord, au Brésil ou au Mercosur. Selon lui, le ministère de l'Agriculture mène des discussions pour surmonter ces obstacles, des solutions ayant déjà été trouvées pour la viande, le poulet et le miel. (Article ici).

… mais l'UE juge « difficile » d'autoriser à nouveau la viande bovine brésilienne avant deux ans

L'Union européenne estime qu'il sera difficile de réinscrire le Brésil sur la liste des pays autorisés à exporter de la viande bovine vers le marché européen avant un délai de deux ans, a déclaré Jean-Pierre Bou, chef adjoint de la délégation de l'UE au Brésil, dans un entretien accordé au média G1 jeudi 1er octobre. Les exportateurs brésiliens demandent au gouvernement fédéral de négocier une période de transition afin de permettre une reprise des exportations avant cette échéance, mais l'UE n'a jusqu'à présent donné aucun signe d'ouverture en ce sens. Jean-Pierre Bou a toutefois indiqué que les différents acteurs cherchaient des solutions permettant de résoudre la situation aussi rapidement que possible. Il a également estimé que le Brésil devait poursuivre les efforts engagés ces dernières années dans la lutte contre la déforestation afin d'améliorer son image en Europe. Le diplomate a par ailleurs évoqué les préparatifs du Brésil pour se conformer au règlement européen sur la déforestation ainsi que les opportunités liées à l'accord UE-Mercosul. (Article ici).

Volailles et porc : au Brésil, l'industrie vétérinaire veut sensibiliser à l'antibiorésistance

Le « mouvement » pour un usage responsable des antimicrobiens dans l'aviculture et la production porcine au

Brésil, lancé il y a un an par l'ABPA (industriels des viandes blanches et de l'œuf), se félicite, dans un communiqué du 16 octobre, de l'adhésion du syndicat de l'industrie des produits pour la santé animale (Sindan). Cette démarche consiste à promouvoir un usage des médicaments vétérinaires ne risquant pas de rendre les microorganismes résistants. « *La lutte contre la résistance aux antimicrobiens est un défi qui exige l'engagement de tous les secteurs impliqués dans la santé animale et la production alimentaire* », argumente le vice-président du Sindan, Emílio Salani, cité dans le document. Dans un précédent communiqué de juillet, le mouvement nommé « Tous contre la résistance aux antimicrobiens » annonçait l'adhésion de la Fondation pour le soutien à la science et à la technologie animales (Facta). Depuis sa fondation en octobre 2025, le mouvement a été rejoint par plusieurs organisations professionnelles de provinces brésiliennes. Seul l'usage vétérinaire est concerné, et non en tant que facteurs de croissance, que l'ABPA compte préserver au motif qu'il met en jeu des molécules non-employées en médecine humaine. (Article ici).

Le gouvernement fédéral décrète l'urgence zoosanitaire dans le Santa Catarina après un foyer de maladie de Newcastle

Le gouvernement fédéral a déclaré l'état d'urgence zoosanitaire pour 60 jours dans les communes de Nova Itaberaba, Águas Frias, Coronel Freitas et Nova Erechim, dans l'État de Santa Catarina, après la détection d'un foyer de maladie de Newcastle[1] dans un élevage de dindes à Nova Itaberaba. La mesure a été prise par le ministère de l'Agriculture lundi 19 octobre, jour de la confirmation du foyer, et le MAPA a notifié le foyer à l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) et informé ses partenaires commerciaux des premières données techniques et des mesures sanitaires adoptées. Un nouveau cas a été signalé le 24 octobre dans un élevage avicole de Coronel Freitas, situé dans la zone d'urgence zoosanitaire déjà sous surveillance dans l'ouest de l'État de Santa Catarina.

Les pays importateurs ont réagi de manières différentes : le Mexique, la Chine, le Chili, la Malaisie et l'Arabie saoudite ont imposé des restrictions aux importations de viande de poulet brésilienne, dont la portée varie selon les pays. Le Mexique et la Malaisie ont suspendu les importations de poulet en provenance de l'ensemble du Brésil. La Chine, le Chili et l'Arabie saoudite ont limité leurs restrictions aux produits originaires de l'Etat de Santa Catarina. La Chine, premier acheteur de poulet brésilien, a annoncé cette mesure dès le mardi 20 octobre, tandis que les deux autres pays ont adopté la même décision mercredi 21 octobre.

L'Uruguay de son côté a temporairement suspendu l'entrée de volailles et de produits avicoles en provenance du Brésil avec des exceptions pour les produits ayant subi des traitements capables d'inactiver le virus et respectant les exigences sanitaires uruguayennes. (Articles ici, ici, ici, ici et ici).

Recherche et développement

Une étude menée par l'Université fédérale de São Paulo et l'Embrapa réduit de 60 % les symptômes fongiques du blé

Une étude menée par l'Entreprise brésilienne de recherche agricole (Embrapa) et l'Université fédérale de São Paulo (USP) confirme l'efficacité d'une nouvelle approche pour la lutte biologique contre les maladies du blé : lors d'expériences menées en conditions contrôlées, des bactéries bénéfiques ont réduit d'environ 60 % la gravité des

[1] La maladie de Newcastle est une maladie présente partout dans le monde, très contagieuse et souvent grave, qui affecte les oiseaux, notamment les volailles domestiques. Elle est due à un virus appartenant à la famille des *paramyxoviridae*.

maladies causées par le champignon *Bipolaris sorokiniana*.
Pour tester l'effet des bactéries, les chercheurs ont comparé des plantes exposées uniquement au champignon à d'autres qui, en plus du champignon, avaient reçu les bactéries bénéfiques. Dans ce second groupe, la gravité de la maladie était moindre.

Coordonnée par le chercheur Rodrigo Mendes de l'Embrapa, l'étude a examiné comment trois bactéries interviennent dans l'interaction entre le blé et *Bipolaris sorokiniana*, responsable de maladies telles que l'helminthosporiose du blé, la pourriture racinaire, la pourriture du collet, la brûlure des plantules et le « black point » (point noir). Cet agent pathogène est l'un des plus importants sur le plan économique pour cette culture, en particulier dans les régions au climat chaud ou sujettes à un déficit hydrique.
Toutes les souches bactériennes étudiées présentaient des caractéristiques intéressantes pour une utilisation agricole, telles que la capacité à stimuler la croissance des plantes, à augmenter la disponibilité du phosphore et à lutter contre *Bipolaris sorokiniana*.
L'un des résultats les plus significatifs a été la réduction de la maladie même lorsque la population du champignon restait stable voire, dans certains cas, augmentait.

L'Embrapa souligne que la particularité de cette recherche réside dans la manière dont cette lutte s'opère. Au lieu d'éliminer directement le champignon responsable de la maladie, les micro-organismes réorganisent la communauté microbienne vivant autour des racines, rétablissant ainsi les fonctions écologiques du sol qui favorisent la résistance naturelle des plantes.
Selon Hélio Quevedo, titulaire d'un doctorat en microbiologie agricole de l'École supérieure d'agriculture « Luiz de Queiroz » (Esalq-USP), cela démontre que le succès de la lutte biologique ne dépend pas nécessairement de l'élimination de l'agent pathogène.
« *L'étude montre qu'un agent pathogène peut rester présent dans le sol sans causer de dommages importants lorsque le microbiome conserve des fonctions écologiques capables de limiter son action* ».
Selon Caroline Nishisaka, chercheuse au Centre d'énergie nucléaire en agriculture (Cena-USP), « *Les inoculums bactériens remodèlent les communautés microbiennes du sol, restaurent des fonctions écologiques importantes et renforcent les mécanismes naturels de résistance des plantes* ».

Parmi les bactéries étudiées, *Pseudomonas inefficax* a donné les résultats les plus significatifs. Non seulement elle a réduit la gravité de la maladie, mais elle s'est également distinguée par sa capacité à augmenter la disponibilité du phosphore pour les plantes et à favoriser un meilleur développement du système racinaire. Les analyses ont montré que cette bactérie avait profondément réorganisé la communauté microbienne des racines. Bien qu'elle représentait moins de 2,5 % des micro-organismes détectés à la fin des expériences, son introduction a suffi à déclencher une vaste restructuration du microbiome du sol, ce qui a profité aux groupes associés à la protection des végétaux.
Les chercheurs ont également observé que les bactéries exerçaient une plus grande influence sur l'organisation du microbiome que la présence même du champignon pathogène, agissant comme de véritables régulateurs écologiques de la communauté microbienne.
L'infection fongique réduit la présence de gènes associés à la croissance végétale et affecte des processus importants pour la défense naturelle des plantes. En revanche, les traitements à base des bactéries Streptomyces virginiae et Pseudomonas inefficax ont restauré ces fonctions, avec une augmentation des gènes associés à la résistance aux conditions de stress et à la production de substances impliquées dans la protection des plantes.

Pour Rodrigo Mendes, cette approche pourrait contribuer au développement d'inoculums biologiques plus efficaces et durables, réduisant ainsi la dépendance aux fongicides chimiques et améliorant la résilience des systèmes agricoles.

L'article intitulé « *Bacterial inoculation drives microbiome-mediated resistance to a soil-borne pathogen in wheat* » est signé par Caroline Nishisaka (Cena-USP), Hélio Quevedo (boursier - Embrapa Meio Ambiente), Thierry Pellegrinetti (Cena-USP), Fernanda Godoy (USP), Maike Rossmann (Cena-USP), Lucas Mendes (Cena-USP) et Rodrigo Mendes (Embrapa Meio Ambiente) et a été publié dans la revue « *npj Biofilms and Microbiomes* », du groupe *Nature*.
(Article ici).

Photo du mois : le Brésil présent au SIAL à Paris



Photo : ApexBrasil

Le Brésil a participé à l'édition 2026 du SIAL Paris (Salon international de l'alimentation), du 17 au 21 octobre avec la participation de 156 entreprises occupant une surface de plus de deux mille mètres carrés répartis sur quatre pavillons, situés dans les halls 4, 5, 6 et 8 des 12 halls du parc des expositions Paris Nord Villepinte.

La présence du pays fait suite à une année marquée par de solides performances commerciales. En 2025, les exportations du secteur agroalimentaire ont atteint 169,2 Md USD, soit une hausse de 3 % par rapport à 2024 et l'équivalent de 48,5 % des ventes à l'exportation du Brésil, selon les données du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAPA). Il s'agit de la première édition du salon depuis le début de l'application provisoire de l'accord commercial entre le Mercosur et l'Union européenne, en vigueur depuis le 1er mai 2026. La délégation réunissait de grandes chaînes d'exportation, des petites et moyennes entreprises ainsi que des coopératives d'agriculture familiale, avec des produits allant des protéines animales aux denrées alimentaires liées à la socio-biodiversité brésilienne.

Le secteur brésilien de la viande bovine a clôturé sa participation avec 530 M USD de contrats conclus et des prévisions de 1,7 Md USD de négociations pour les 12 prochains mois. Cette participation a été organisée par l'Association brésilienne des industries exportatrices de viande (ABIEC), en partenariat avec l'Agence brésilienne de promotion des exportations et des investissements (ApexBrasil), dans le cadre du projet « Brazilian Beef ».

Sur le stand de l'ABPA (association brésilienne des producteurs de protéines animales – porc et volaille), les entreprises des filières volaille et porc ont conclu des contrats d'une valeur totale de 452 millions de dollars, soit une hausse de 257 % par rapport à l'édition précédente du salon. Pour les 12 prochains mois, les perspectives s'élèvent à 1,017 Md USD d'exportations issues des contacts et des négociations engagées lors du SIAL Paris, soit un montant supérieur de 15,6 % aux prévisions de l'édition précédente. *(Source : informations ApexBrasil)*

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international
Responsable de la publication : Philippe GASSMANN, chef du Service économique régional de Brasilia
Rédaction : Pierre-Adrien ROMON, Bénédicte BENEULT - pôle agricole du SER de Brasilia
Abonnez-vous : benedicte.beneult@dgtresor.gouv.fr